



STP26@CNT-F.ORG / 07 82 05 14 50 - FACEBOOK : CNT26

permanences sur rendez-vous

**DEVANT LA PRECARITE GALOPANTE : EXIGEONS UN PLAN SANITAIRE ET SOCIAL
D'URGENCE ET REFUSONS LES MESURES AUTORITAIRES DE L'ETAT**

Depuis le mois de mars a été instaurée « l'urgence sanitaire » suite à l'épidémie qui sévit et à ce jour, aucune action à la hauteur des crises que nous vivons n'a été engagée par ce gouvernement. Les chiffres à eux seuls sonnent l'alerte sociale : **1.000.000 emplois supprimés, 400.000 personnes privées de leurs droits ou en fin de droits, une baisse moyenne des allocations de 22%** si cette réforme de l'assurance chômage passe. Faut-il encore évoquer l'augmentation du taux de pauvreté quand les files d'attente s'allongent désespérément devant les distributions de repas et de nourriture pendant que l'état dépense allègrement pour sa police, son plan de relance des entreprises ?

Aucun plan à moyen et long terme pour répondre aux manques de moyens humains et structurels dans **les hôpitaux publics**, mais encore et toujours la poursuite des politiques de restriction budgétaire. Aucun plan pour les emplois du **secteur culturel**, mais une mise à mort de l'artistique, de l'événementiel. Aucun plan pour permettre aux **établissements scolaires et universitaires** d'effectuer leurs missions dans des conditions optimum pour l'ensemble de notre jeunesse qui subit elle aussi de plein fouet cette crise. Par contre l'état multiplie son arsenal de mesures autoritaires, liberticides et répressives qui conduisent à réduire au silence tout mouvement de contestation dans la rue, mais aussi dans les universités.

Nous dénonçons la volonté assumée de l'état de poursuivre et accentuer une politique uniquement orientée vers le profit, celle-là même qui nous a menés aux défis posés par les multiples crises, sanitaires, sociales, environnementales, que nous traversons. C'est le gouvernement qui choisit de nous jeter au chômage et toujours dans plus de pauvreté pendant qu'il subventionne les profits et dividendes. Nous savons que nous n'en avons rien à attendre, c'est **à nous de nous organiser en collectivités autogérées et solidaires**, la seule solution pour vivre ensemble et dignement.

De la même manière, notre projet de société à la CNT est basé **sur l'autogestion des caisses sociales** comme celle de l'assurance chômage sans patronat ni état. Et c'est bien l'état, qui en reprenant en main l'assurance chômage en 2019, fait basculer un système de solidarité vers une logique de charité patronale. Ce 25 novembre, le conseil d'état a annulé la méthode de calcul du salaire journalier de référence considérant qu'elle portait atteinte aux principes d'égalité. Mais leur logique restera la même : réduire les droits de celles et ceux qui sont contraints à l'emploi de courte durée, là où nous travaillons.e.s et précaires de la CNT demandons la « cdi-sation » de nos emplois.

Bien entendu, le cdi n'est pas une fin en soi, compte tenu notamment du lien de subordination au patron et sa hiérarchie qui en profitent pour nous diviser, nous forcer à accepter des conditions toujours plus précaires. Et **les premières touchées par ce fléau capitaliste sont nous les femmes**, sur représentées dans les métiers de la restauration, du nettoyage, du soin, de la grande distribution. Nous subissons le temps partiel imposé et, par une telle réforme, nous serons sous-indemnisées de 20% par rapport aux hommes. Que s'arrête ici leur projet de société mortifère !

**ENSEMBLE, ENTRONS EN LUTTE POUR UN AUTRE FUTUR, NOTRE FUTUR !
CAR C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS C'EST NOUS QUI DECIDONS**